

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n° 2016-39441

**Société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE
à Limay**

Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-1, L.512-11, L. 514-5, R.512-3 et R.512-58 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2014 autorisant la société France Plastiques Recyclage à poursuivre l'exploitation de recyclage de bouteilles en plastiques dans son établissement situé sur la commune de Limay ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 juillet 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 23 juin 2016 accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que l'exploitant a procédé à des modifications des conditions d'exploitation de son établissement en supprimant le local de charge d'accumulateurs pour installer un équipement de séchage, sans porter à la connaissance du Préfet des Yvelines ces modifications, contrairement aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en matière de sécurité, ces modifications n'ont pas été évaluées par l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant ne procède pas à l'exploitation des stockages externes de balles de plastiques dans les conditions de sécurité et de propreté prévues par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 ;

Considérant que les conditions de stockage ne garantissent pas l'efficacité des alvéoles et murs mis en place et qu'une propagation d'un éventuel incendie à l'ensemble des stockages ne peut être écartée, rendant difficile l'intervention des secours ;

Considérant le courrier du 19 août 2016 par lequel l'exploitant indique qu'il va prendre les mesures pour se mettre en conformité rapidement ;

Considérant que ce courrier n'apporte pas d'éléments prouvant la conformité des installations à la réglementation ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de poursuivre la procédure la société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 465, route des prés de la mer à Limay (78520) :

- **Dans un délai d'un mois** de respecter les conditions de stockage prévues à l'article 7.2.2. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014, en procédant à l'évacuation des déchets stockés sur les espaces non prévus par la demande d'autorisation d'exploiter et non autorisés par l'arrêté préfectoral, et en préservant des passages libres de 10 mètres de large autour de chaque îlot de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Les allées devront être entièrement dégagées, les alvéoles ne doivent pas déborder et les murs coupe-feu doivent pouvoir conserver leur efficacité en cas d'incendie pour éviter la propagation ;

- **Dans un délai de trois mois**, de régulariser la situation administrative pour les modifications « suppression du local de charge et implantation d'un nouvel équipement de séchage », en déposant un dossier de modification, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement. L'exploitant transmettra au Préfet des Yvelines (DRIEE 35, rue de Noailles à Versailles) les éléments d'appréciation relatifs à ces modifications. Ceux-ci comporteront l'analyse de la validité réglementaire des aménagements (au regard de la nomenclature notamment), l'étude d'impact des modifications et l'étude des dangers. Le cas échéant, la conclusion d'un niveau de sécurité ou le non-respect des dispositions réglementaires en vigueur pourront conduire l'exploitant à envisager des aménagements sur l'équipement de séchage comme le rétablissement d'un local de charge respectant les exigences réglementaires en matière de sécurité (incendie, zone ATEX).

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **25 AOUT 2016**

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines
Henri KALTEMBACHER